

Bruxelles, le 6 juin 1974  
PC/ab

remis au telex à

432

PRIORITE P 1

LIBRARY

Note BIO COM (74) 126 aux Bureaux nationaux  
c.c. aux membres du Groupe et à MM. les Directeurs généraux D.G. I et X

Réunion de la Commission du 5 juin 1974

Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le Porte-Parole a commenté les points suivants :

1. - Conseil agricole

La Commission a constaté avec satisfaction qu'un accord général est intervenu au Conseil du 4 juin à Luxembourg, sur les dispositions qu'elle envisageait de prendre suite aux mesures italiennes dans le secteur agricole. La Commission a tout particulièrement noté que le gouvernement italien a reconnu le bien fondé des modifications que la Commission se propose d'introduire dans le système mis en place au début du mois de mai. Sur proposition de M. Lardinois, la Commission a aussitôt adopté une première décision, aux termes de laquelle l'Italie doit supprimer toutes les cautions à l'importation de veaux et de jeunes bovins destinés à l'engraissement, dès le 9 juin prochain. En même temps, les montants compensatoires italiens pour ces animaux (aide à l'importation, charge à l'exportation) seront diminués de 12,5 % (actuellement ces montants sont de 15 %); il restera donc 2,5 %. Ceci constitue le premier pas vers la réintégration de l'Italie dans le marché commun agricole. Comme vous le savez, la Commission fixera bientôt une date pour la fin du système de cautionnement pour les autres produits agricoles majeurs tels que les céréales, la viande de porc, la viande bovine, la viande de volaille, les produits laitiers, sucre et certains produits transformés.

Une première révision des mesures dans le secteur industriel aura lieu le mois prochain, comme antérieurement décidé.

Ainsi que nous vous l'avions déjà fait savoir, une mission de hauts fonctionnaires a récemment étudié avec les autorités italiennes les aménagements susceptibles de faciliter l'exécution des formalités nouvelles pour les importateurs.

2. - Conseil finances

La Commission a approuvé une communication sur les mesures urgentes en matière économique et monétaire que M. Haferkamp a exposée ce matin devant le Conseil des finances. Ce texte vous a été envoyé par telex séparément. Il y a un embargo sur ce document jusqu'à la fin de la conférence de presse de M. Haferkamp qui se tiendra à l'issue du Conseil (voir également notre note BIO sur le Conseil finances).

3. - A.P.C.

Sur proposition de M. Cheysson, la Commission a adopté une communication au Conseil en vue de compléter le mandat de négociations avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, sur deux points :

./.

- la coopération commerciale,
- le volet institutionnel.

En ce qui concerne la coopération commerciale, il s'agit essentiellement de prévoir une procédure de consultation applicable au domaine de la politique commerciale et aux questions annexes pouvant exercer une influence sur le développement des échanges commerciaux. Mais il est proposé également de prévoir dans la convention la création d'organismes de concertation entre les opérateurs privés, c'est-à-dire entre les professionnels de branches déterminées de la production ou du commerce, ces organismes pouvant bénéficier d'ailleurs de l'aide financière de la Communauté.

En ce qui concerne les institutions, les propositions de la Commission visent à déterminer un cadre institutionnel sans aller jusqu'au détail de l'appellation, de la composition des divers organes possibles.

#### 4. - Aid Framework

Suite à la demande du Conseil développement du 30 avril, la Commission a arrêté hier un document faisant l'inventaire des engagements financiers existant en cours des négociations ou proposés à l'égard des pays en voie de développement. Cet inventaire distingue les aides prévues dans le cadre d'accords préférentiels d'association ou de coopération des autres catégories d'aide. Dans le premier groupe figurent les aides financières intéressant les ACP et les pays méditerranéens. Dans le deuxième groupe, on retrouve l'aide alimentaire, l'aide exceptionnelle aux pays en voie de développement (fonds Cheysson), l'aide aux réfugiés palestiniens, les dépenses de coopération technique.

Cet inventaire porte en règle générale sur une période de 5 ans (1975-1980), étant entendu que pour certains postes (par exemple "fonds Cheysson), la prévision est limitée à la période couverte par la proposition actuelle de la Commission.

#### 5. - Relations extérieures

##### a) Consultations bi-annuelles avec les Etats-Unis

Les consultations bi-annuelles avec les Américains se déroulent aujourd'hui sous la conduite de Sir Christopher Soames pour la Commission et M. William Eberle, pour les Américains. A part l'échange de vues traditionnel sur l'état des relations entre la Communauté et les Etats-Unis, on a prévu deux groupes de travail composés de fonctionnaires, l'un sur l'énergie, les matières premières et les relations avec les pays en voie de développement, l'autre pour les questions commerciales et industrielles.

##### b) Conversations exploratoires avec le Mexique

Celles-ci se déroulent depuis mardi en vue d'un éventuel accord. M. Ernst conduit la délégation de la Commission, la délégation mexicaine étant conduite par M. Mendoza Berrueto, sous-secrétaire du Commerce. Les deux parties ont examiné le cadre général d'un accord qui irait au-delà du domaine commercial strictement dit.

##### c) Distinctions honorifiques

Le gouvernement norvégien vient de décerner des distinctions honorifiques dans l'ordre de Saint Olav à Sir Christopher Soames et à neuf fonctionnaires ayant participé aux négociations entre la Norvège et les Communautés.

d) Une conférence de presse conjointe de MM. Eberlé et Soames aura lieu vendredi à 12 h 15, dans le cadre du rendez-vous de midi.

./.

6. - Secours aux familles des victimes de la catastrophe de Flixbowrough

La Commission a adressé une communication au Conseil dans laquelle elle propose que la Communauté, comme elle l'a déjà fait pour des cas analogues, puisse apporter une aide financière pour les familles touchées par cette catastrophe. Le montant de cette aide sera fixé ultérieurement, après autorisation de principe du Conseil.

7. - Conseil éducation

M. Dahrendorf fera vendredi à 11 h 30 une conférence de presse à ce sujet.

8. - Demande du gouvernement danois sur la réduction des franchises fiscales pour les marchandises contenues dans les bagages des voyageurs

La Commission a fait savoir au gouvernement danois que cette demande ne paraît pas acceptable. Le texte de la procédure écrite vous parviendra ce jour par courrier séparé.

*Amittés*  
*P. C. F. Olivi*  
B. OLIVI